



Centre interdisciplinaire de recherche  
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie  
plus solidaire  
inspirée par  
l'intérêt général**

Ciriec  
International

Allemagne  
Argentine  
Autriche  
Belgique  
Brésil  
Canada  
Espagne  
France  
Italie  
Japon  
Portugal  
Slovénie  
Suède  
Turquie

## **Rapport d'activités**

### **2008-2009**

Du 1<sup>er</sup> mai 2008 au 30 avril 2009



# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉSENTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>RAPPORT DU PRÉSIDENT.....</b>	<b>5</b>
<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>9</b>
<b>DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC .....</b>	<b>10</b>
<b>LE CIRIEC INTERNATIONAL.. .....</b>	<b>11</b>
Les instances du CIRIEC International	
Le congrès international du CIRIEC	
Conseil scientifique international	
Commission scientifique internationale <i>Économie sociale et coopérative</i>	
Commission scientifique internationale <i>Services publics/Entreprises publiques</i>	
Activité de veille stratégique	
Groupe de travail <i>Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale et coopérative</i>	
Conférence mondiale de recherche en économie sociale	
Parution 2008	
<b>LE CIRIEC-CANADA.....</b>	<b>15</b>
Le colloque annuel 2008	
Groupes de travail, activités et collaborations	
Groupe de travail sur le transfert et comité de mise en œuvre	
Séminaires post-CA	
Collaborations	
Parution 2008	
<b>RAPPORT DE LA REVUE DU CIRIEC-CANADA, <i>ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS</i>.....</b>	<b>21</b>
Fonctionnement et financement	
Rapports entre la Revue et les universités	
Rapports entre la Revue et les entreprises	
Diffusion et rayonnement de la Revue	
Productions 2008-2009	
Prochains numéros	
Comités de la Revue	
Parutions 2008-2009	



## PRÉSENTATION

Initié au cours des années précédentes et entré en activité au cours de l'année 1966-1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique-social.

Le CIRIEC-Canada constitue une des 15 sections nationales du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques.

L'économie sociale est une sphère d'activité économique qui se définit par une organisation, des règles et des finalités différentes de l'économie publique. Elle s'est dotée d'institutions intermédiaires sectorielles, territoriales et nationales qui favorisent la construction d'identités sociales et des institutions qui soutiennent un ensemble d'activités ou de relations que l'on souhaite maintenir et développer. Ces institutions participent à la formation de règles et à la diffusion des innovations sociales. Elles sont des lieux indispensables d'échanges et de partage des meilleures pratiques. On a aussi vu l'économie sociale se munir d'institutions intermédiaires de savoir, de veille et de formation.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des recherches, des observatoires et des lieux de formation collaborent de plus en plus avec le CIRIEC. Mentionnons l'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

La vie de la communauté, l'intérêt collectif, l'intérêt général, une juste reddition de comptes et la démocratie font partie des valeurs communes aux deux types d'entreprises.

### **CIRIEC-Canada**

**Université de Sherbrooke - Campus de Longueuil,  
1111, rue Saint-Charles Ouest, Tour est, bureau 135-15  
Longueuil (Québec) J4K 5G4**

**Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871**

**Courriel : [CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca](mailto:CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca)**

**[www.ciriec.uqam.ca](http://www.ciriec.uqam.ca)**



## RAPPORT DU PRÉSIDENT



Au cours de l'année, qui vient de s'écouler, nous avons pu constater la nécessité de réguler autrement le développement.

Les entreprises collectives recèlent un potentiel de contribution essentiel à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement centrés sur la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique. Les sociétés d'État et les entreprises d'économie sociale ont en commun de devoir intégrer le défi du marché tout en cherchant à répondre à des objectifs relevant de l'intérêt collectif et de l'intérêt général.

Le CIRIEC-Canada, qui rassemble à la fois des entreprises publiques et d'économie sociale, des praticiens, dirigeants et chercheurs, des étudiants et des enseignants, constitue un carrefour unique. Les enjeux économiques, environnementaux, sociaux et culturels actuels accentuent la nécessité de renforcer notre action et notre pertinence pour un développement plus durable.

Les entreprises d'économie sociale et les sociétés d'État, tant par leur finalité que par les règles qui les régissent, sont naturellement porteuses d'aspirations au développement de meilleures pratiques d'affaires, de gestion et de gouvernance.

Le présent rapport fait état des travaux de notre association, de ses membres, de son conseil d'administration, de son exécutif et de l'équipe de la Revue au cours de l'année 2008-2009, incluant la préparation du colloque 2009 et la présence de plusieurs d'entre nous à l'échelle internationale.

L'an dernier nous avons annoncé la parution prochaine d'un livre en préparation sur l'histoire du CIRIEC-Canada par Benoît Lévesque. Le titre de cette publication est : *Le CIRIEC-Canada (1966-2006) Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale*.

Chercheur, témoin et ensuite acteur du CIRIEC, Benoît Lévesque a su rendre compte comme il le dit « de l'origine et de l'évolution d'une très modeste association scientifique qui s'intéresse aux activités économiques relevant de l'intérêt général en liaison étroite avec les entreprises... partenaires devenus membres à part entière ».

Pour Benoît Lévesque « la préoccupation du CIRIEC-Canada pour une théorie économique et une approche de la gestion qui prennent en charge la spécificité des entreprises collectives, est présente dans les trois phases du CIRIEC-Canada », et l'on retrouve aussi une « préoccupation pour le partenariat et pour une approche méthodologique appropriés à son objet et à sa mission ».

Dans la dernière partie de sa conclusion, Benoît Lévesque aborde les défis rencontrés par le CIRIEC-Canada concernant la recherche et le transfert, le rapport avec son positionnement dans l'environnement de la recherche, son rôle de carrefour d'expertises sur les entreprises collectives et « l'évocation récurrente de l'absence de ressources propres pour y arriver ».

Thématique, méthodologie appropriée, et financement, poussent le CIRIEC à innover et à se renouveler, c'est ce que Benoît Lévesque nous montre bien tout au long de cette publication et il termine par l'illustration de ces enjeux en observant l'importance pour les entreprises collectives de savoir s'inscrire dans l'approche de la responsabilité sociale des entreprises. Pour lui « la RSE ouvre un champ de recherche et d'expérimentation où les entreprises collectives et les recherches les concernant ont pris du retard mais où elles pourraient aussi s'imposer en des termes nouveaux ». Ces termes nouveaux concernent à la fois des thèmes transversaux, la méthodologie et les ressources requises.

### **Objectifs 2009-2010**

Les entreprises publiques et d'économie sociale en raison de leur spécificité ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques.

Il fait partie de la raison d'être du CIRIEC de mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées, trop faiblement codifiées et à fortiori trop faiblement partagées.

De plus en plus, les entreprises s'ouvrent à des exigences éthiques, à la responsabilité sociale ou sociétale, ainsi qu'à la triple reddition de comptes (économique, sociale et environnementale) auprès de leurs parties prenantes internes et externes.

### **Le comité de mise en œuvre poursuivra ses travaux**

S'inspirant de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique, ce comité aborde la question de la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises collectives et de leur triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes.

### **Un colloque annuel et des séminaires post-CA**

Le CIRIEC-Canada continuera la tenue de son colloque annuel dans le cadre des assises de l'ACFAS. Des séminaires faisant suite aux réunions du conseil d'administration continueront d'être tenus. Nous ferons connaître à l'automne les thématiques projetées.

### **La revue *Économie et Solidarités***

La revue du CIRIEC continuera d'être publiée et son passage à l'édition électronique est en planifié pour 2011.

### **Le CIRIEC-Canada continuera d'être présent aux instances du Ciriec International**

Nous poursuivrons notre présence aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques. Soulignons tout d'abord la tenue de la deuxième Conférence internationale de recherche en économie sociale qui aura lieu en Suède, à Östersund, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2009, sous le thème « L'économie sociale dans un monde de crise ». Marie J. Bouchard participe au comité organisateur de cette conférence.

Rappelons également la tenue du prochain congrès international du CIRIEC qui se tiendra en Allemagne, à Berlin, du 16 au 19 mai 2010.



## Remerciements

À Richard Bell, président-directeur général de SSQ Vie, qui a collaboré aux travaux du CIRIEC au cours des dernières années, notamment au conseil d'administration et au comité de travail sur le transfert. Nous lui souhaitons une heureuse retraite et souhaitons la bienvenue à René Hamel, nouveau président-directeur général de SSQ Vie.

Merci à Marie J Bouchard pour la présentation de la publication sur l'économie sociale et à Carol Saucier pour le séminaire portant sur les dimensions de l'acceptabilité sociale en éolien.

Merci à Chantal Malo, vice-présidente, Planification et information stratégique à la SGF, et à Hélène Simard, présidente du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, qui ont fait partie de toute une brochette d'intervenants de haut niveau au cours du dernier congrès du CIRIEC International tenu à Séville en Espagne, à l'automne 2008, et qui nous ont si bien représentés. Mentionnons également l'intervention en séance d'ouverture de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.

Je voudrais remercier et souligner le travail de Marie J. Bouchard et de Luc Bernier qui ont fourni leur collaboration aux travaux scientifiques du CIRIEC International.

Je remercie vivement Jacques L. Boucher, qui a agit d'abord à titre de rédacteur-adjoint de la Revue dès 1996, puis à titre de rédacteur depuis 2000 et souhaite la bienvenue à Guy Chiasson qui lui a succédé. Mes remerciements à Guy Bellemarre qui a assuré la direction de la Revue au cours des 2 dernières années et bienvenue à Louise Briand qui lui succède.

Je réitère notre reconnaissance à l'endroit de Michelle Rhéaume-Champagne qui a collaboré assidûment pendant trente ans à la Revue du CIRIEC. Nous lui disons à nouveau merci d'être parmi nous et d'être présente au lancement du livre de Benoît Lévesque sur l'histoire de notre association. Merci à Jean-Marc Fontan et à l'ARUC d'avoir soutenu le projet de publication auprès des Éditions Saint-Martin. Merci également à Denis Harrisson et au CRISES de la contribution financière apportée pour la réalisation de ce projet.

Benoît Lévesque, avec sa publication sur le CIRIEC, jette un regard précieux non seulement sur l'histoire mais aussi sur l'avenir. Personne mieux que lui n'était en mesure de le faire et nous lui sommes reconnaissants d'avoir avec rigueur, pertinence, perspicacité et expérience, généreusement consacré de son temps malgré ses nombreuses occupations notamment celle de président du conseil scientifique international du CIRIEC International. À Benoît Lévesque, un immense merci!

Permettez-moi d'exprimer toute notre appréciation pour la contribution apportée par les divers partenaires, universitaires, institutionnels, organismes et entreprises. Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la revue et l'UQO, les membres des groupes de travail ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Je voudrais également adresser mes remerciements aux membres du comité organisateur du colloque 2009 pour une programmation de très grande qualité, abordant des thèmes qui sont encore à maîtriser pour la plupart des entreprises collectives et merci aux chercheurs de s'y intéresser.

Merci également à chacune et à chacun des membres de notre association. Ils en constituent toute la richesse, la pertinence et le rayonnement.



Léopold Beaulieu, président



# CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

## **Président CIRIEC-Canada**

### **Léopold Beaulieu**

Président-directeur général - Fondation, le Fonds de développement de la confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi

## **Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada**

### **Marie J. Bouchard**

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale  
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

## **Vice-présidente – affaires avec les entreprises - CIRIEC-Canada**

### **Chantal Malo**

Vice-présidente, Planification et information stratégique  
Société générale de financement du Québec (SGF)

## **Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada**

### **Luc Bernier**

Codirecteur ( CERGO)  
Professeur - École Nationale d'administration publique

## **Trésorier – CIRIEC-Canada**

### **Claude Carboneau**

Vice-président, développement des coopératives et des autres entreprises de l'économie sociale - Investissement Québec

## **Secrétaire – CIRIEC-Canada**

### **Martine Vézina**

Professeure - Service de l'enseignement du management  
HEC Montréal

## **Observatrice à l'exécutif**

### **Louise Briand**

Directrice adjointe de la revue *Économie et Solidarités*  
Professeure - Département des sciences comptables (UQO)

## **Observateur à l'exécutif**

### **Guy Chiasson**

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*  
Professeur - Département de travail social (UQO)

## **Ancien président du CIRIEC-Canada et président du Conseil scientifique international du CIRIEC-Canada**

### **Benoît Lévesque**

Professeur associé - UQAM et ÉNAP

## **Administrateurs**

### **Louis Côté**

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique  
Professeur - École Nationale d'administration publique

### **Sylvie Desaulniers**

Directrice de la coordination des interventions régionales,  
ministère des Affaires municipales et des Régions

### **Claude Dorion**

Directeur général - MCE Conseils

### **Jean-Marc Fontan**

Codirecteur, Alliance de recherche universités-communautés  
– Économie sociale et du Réseau québécois de recherche  
partenariale en économie sociale. Professeur (UQAM)

### **Yves Galipeau**

Chef - Relations avec les collectivités - Planification stratégique  
et relations gouvernementales - Hydro-Québec

### **René Hamel**

Président-directeur général - SSQ Groupe financier

### **Lou Hammond Ketilson**

Director - Centre for the Study of Co-operatives, University of  
Saskatchewan

### **Denis Harrisson**

Centre de recherche sur les innovations sociales  
Professeur - Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

### **Marcellin Hudon**

Association des groupes de ressources techniques du Québec

### **Armand Lajeunesse**

Directeur général - CDR Montréal-Laval

### **André Lacroix**

Professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée  
Université de Sherbrooke

### **Yvan Laurin**

Vice-président, Développement coopératif et régional  
et service aux membres  
Fédération des caisses Desjardins du Québec

### **Joël Lebossé**

Directeur général - Filaction

### **André Leclerc**

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en  
gestion des coopératives. Professeur - Université de Moncton

### **Denis Martel**

Vice-recteur - Enseignement et recherche, Université du  
Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

### **Nancy Neamtan**

Vice-présidente développement stratégique RESO  
Présidente - Chantier de l'économie sociale

### **Pascale Caron**

Conseillère en développement stratégique  
Caisse d'économie solidaire Desjardins

### **Pierre Patry**

Trésorier - Confédération des syndicats nationaux

### **Carol Saucier**

Professeur - Département des sciences humaines (UQAR)

### **Michel Séguin**

Titulaire de la Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

### **Hélène Simard**

Présidente-directrice générale  
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

L'assemblée générale 2008 s'est tenue le 5 mai à l'Hôtel Pur à Québec.  
Le conseil d'administration s'est réuni le 5 mai 2008, le 6 février et le 3 avril 2009.  
Le comité exécutif s'est réuni à sept reprises au cours de l'année.

# Délégués aux instances internationales du CIRIEC

## **Praesidium**

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

### ***Substitut:***

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

## **Conseil international**

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

### ***Substituts***

Louise Briand (UQO), membre du Ca, CIRIEC-Canada, directrice de la revue *Économie et Solidarités*

Chantal Malo (Société générale de financement du Québec),

vice-présidente-Affaires avec les entreprises, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

## **Conseil scientifique international**

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

### ***Substituts:***

Denis Harrisson (UQAM), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jean Turgeon (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

## **Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques**

Luc Bernier (ÉNAP), vice-président-Affaires universitaires, CIRIEC-Canada

### ***Membres catégorie 2:***

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Guy Chiasson (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

## **Commission scientifique Économie sociale et coopérative**

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Martine Vézina (HEC Montréal), secrétaire, CIRIEC-Canada

### ***Membres catégorie 2:***

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur-adjoint de la revue *Économie et Solidarités*

Ian MacPherson (Université de Victoria), membre du CA, CIRIEC-Canada

## **Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP), président du Conseil scientifique international**

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

# LE CIRIEC INTERNATIONAL

## Les instances du CIRIEC International

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international. La dernière Assemblée s'est tenue le 23 septembre 2008 à Séville. Le Praesidium (assure les fonctions d'un bureau exécutif), s'est réuni le 21 septembre 2008 à Séville. Le Conseil international (constitue le conseil d'administration et est composé de délégués des sections nationales), s'est réuni le 5 décembre 2008 à Leipzig et le 27 mars 2009 à Lisbonne. Les Congrès internationaux du Ciriec se tiennent aux deux ans, en alternance avec les Conférences mondiales.

## LE CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Les congrès internationaux du CIRIEC rassemblent entre 500 et 600 participants: responsables politiques, économiques et sociaux, dirigeants d'entreprises et d'organisations, représentants du monde de la recherche.

Du 22 au 24 septembre 2008 s'est tenu, à Séville (Espagne), le 27<sup>ième</sup> Congrès international du CIRIEC, organisé par la Section espagnole du CIRIEC avec la collaboration du secrétariat international sur le thème: *Innovation et management. Les réponses aux grands défis des entreprises de l'économie publique, sociale et coopérative.*

La séance d'ouverture a été marquée par la conférence de Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'économie en 2001: *Moving Beyond Market Fundamentalism to a More Balanced Economy.*

Les discussions au congrès ont porté sur les sous-thèmes suivants : *Innovation et management dans les entreprises publiques et les entreprises de service public; Innovation et management dans les entreprises d'économie sociale et coopérative; Protection de l'environnement et développement durable; Nouveaux partenariats dans la fourniture des services locaux.*

Au cours de ce Congrès, quelques interventions des membres du CIRIEC-Canada ont eu lieu. Chantal Malo de la Société générale de financement du Québec (SGF) a présenté une communication en rapport avec la législation qui encadre les sociétés d'État et Hélène Simard du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) sur la stratégie d'harmonisation et de développement du CQCM, dont le texte avait été préparé en collaboration avec Martine Vézina (HEC Montréal). Enfin, Léopold Beaulieu (Fondaction) et président du CIRIEC-Canada, animait la table ronde sur les nouveaux modes d'évaluation, de la séance sur la protection de l'environnement et développement durable. Notons qu'à ce congrès, puisqu'il se tenait en Espagne, plus spécifiquement en Andalousie où les enjeux coopératifs sont majeurs, la représentation de membres en économie sociale était importante. Quant à la délégation des membres du CIRIEC-Canada, elle était composée de 16 personnes.

Le Congrès s'est terminé par une séance plénière informative: *L'économie sociale et les pouvoirs publics andalous face aux grands défis* et par les conclusions de Bernard Thiry, directeur général du CIRIEC international et du nouveau président du CIRIEC International.

### **Conseil scientifique international du CIRIEC international**

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du CIRIEC et est présidé par Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP). Le CSI s'est réuni une fois au cours de l'année 2008, soit le 24 avril, à Liège. Il a été question entre autres de la veille stratégique (tant du point de vue du contenu que du processus et de la pérennisation de l'opération), de l'éventuelle mise sur pied d'un nouveau groupe de recherche sur « les nationalisations récentes dans le secteur financier » (projet mis de l'avant par Luc Bernier du Québec et Philippe Bance de la France), de la composition du cercle scientifique du CIRIEC, de la seconde Conférence internationale de recherche du CIRIEC (Östersund, 1-2 octobre 2009), sans oublier le prochain Congrès international du CIRIEC à Berlin (16-19 mai 2010). Marie J. Bouchard et Luc Bernier ont participé à cette réunion du CSI. Plus récemment, le 21 avril 2009, le CSI s'est réuni à Paris. Il a approuvé le projet Bance-Bernier et a pris acte à nouveau de la veille qui se poursuivra jusqu'en janvier 2010. Enfin, le président du CSI a présenté les résultats de la veille de recherche aux membres du Conseil international du CIRIEC à Leipzig, le 5 décembre 2008.

### **Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative***

La Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative* s'est réunie à 2 reprises, soit le 13 juin 2008 à Bruxelles et le 20 novembre 2008 à Paris. Elle travaille présentement sur les liens entre les politiques publiques et l'économie sociale dans une perspective comparée. Ces travaux sont dirigés par Danielle Demoustier et Raphaël Chaves. Elle a aussi discuté la finalisation des ouvrages issus du groupe précédent (Groupe de travail Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative) et la contribution à l'opération stratégique lancée par le Conseil scientifique international. Un nouveau membre du Ciriec Canada a été reçu membre de la Commission scientifique, Edward Jackson de la School of Public Policy and Administration, Carleton University (Ontario, Canada). À ce jour, quatre membres du CIRIEC-canada ont annoncé leur participation à ce groupe, Luc Bernier (ÉNAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Jean Turgeon (ÉNAP) et Martine Vézina (HEC Montréal).

### **Commission scientifique internationale *Services publics\Entreprises publiques***

La commission scientifique *Services publics et Entreprises publiques* s'est réunie à Pavie les 16 et 17 avril 2009. Elle poursuit ses travaux sur les entreprises publiques locales. Treize rapports de recherche ont été présentés au séminaire qui a été conclu par une table ronde sur l'avenir des entreprises publiques. Le cas canadien présenté est celui de la Société de transport de Montréal, rapport préparé par Luc Bernier et Gérard Divay de l'ÉNAP. Ces rapports de recherche seront publiés dans la série de « Working Papers » du Ciriec international. Ils donneront lieu par la suite à des analyses comparées par secteurs (transport en commun, eau et ramassage des déchets). Alors que les entreprises publiques nationales ont souvent été privatisées, les entreprises locales sont demeurées mais transformées. Ce sont ces transformations qui sont étudiées: appels d'offre, partenariats, performance, qualité des services, etc. La commission se réunira fin novembre 2009 avec, espère-t-on, quelques contributions supplémentaires. La commission a aussi évalué que la veille scientifique était intéressante mais voyait mal comment le Ciriec international pourrait financer la suite du projet pilote actuel.

Par ailleurs, comme la commission scientifique « économie sociale » l'a déjà fait, cette fois-ci sous l'égide de la commission "entreprises publiques", un groupe de travail a été formé qui sera dirigé par Philippe Bance et Luc Bernier. Ce groupe s'intéressera au renouveau de l'intervention publique dans le contexte de la crise contemporaine. Pour l'essentiel, le projet portera sur l'articulation éventuelle des politiques réglementaires, sur l'évolution du périmètre de l'État et sur le renouveau de la gestion publique. Ce projet pourra avoir une dimension transversale en ce que des travaux sur l'impact sur le lien entre l'État et l'économie sociale pourront être intégrés. Un appel à contributions est imminent. Cette expérience se fait dans la suite de l'opération de veille lancée par Benoît Lévesque au Conseil scientifique international.

## **Activité de veille stratégique**

Le Conseil scientifique international qui chapeaute les 2 commissions scientifiques a son propre mandat de planification stratégique de l'activité globale du Ciriec international. Parmi ces activités, le CSI s'est engagé à réaliser une étude pilote sur la veille en recherche pour une période de deux années, soit pour 2008 et pour 2009. Après ces deux années d'expérimentation, une évaluation permettra de voir comment cette opération pourrait se poursuivre et à quelles conditions. Pour le moment, la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM), sous la direction de Marie J. Bouchard, et le CERGO avec l'Observatoire d'administration publique assurent cette veille pour l'économie sociale, dans le premier cas, et pour les entreprises publiques, dans le second cas. En 2008, une cellule de veille internationale a été créée. Animée par le président du CSI (Benoît Lévesque), elle est composée de Philippe Bance (Université de Rouen), Luc Bernier (ENAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Rafael Chaves (U. de Valencia), Barbara Sak (Ciriec international), Roger Spear (Open University). Le rapport de veille pour l'année 2008 a été présenté aux membres du Conseil international (décembre 2008) et du Conseil scientifique international (avril 2009) de même qu'aux membres des deux commissions internationales de recherche.

## **Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative***

Le projet de publication chez l'éditeur PIE Peter Lang Publishers suit son cours. Un numéro de la revue *Économie et solidarités* est également en cours de production, avec le soutien de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM) et du Ciriec France.

### **ACTIVITÉ DU CIRIEC INTERNATIONAL**

**2009 SERA L'ANNÉE DE LA**

**2<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE MONDIALE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE SOCIALE**

La deuxième édition de la Conférence mondiale de recherche en économie sociale du CIRIEC se tiendra les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2009, à Ostersund (Suède).

Les deux jours de conférence seront consacrés au thème général

« L'économie sociale dans un monde en crise ».

Le CIRIEC-Scandinavie et la Mid-Sweden University sont les organisateurs locaux de la conférence.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ciriec International:

**[www.ulg.ac.be/ciriec/](http://www.ulg.ac.be/ciriec/)**

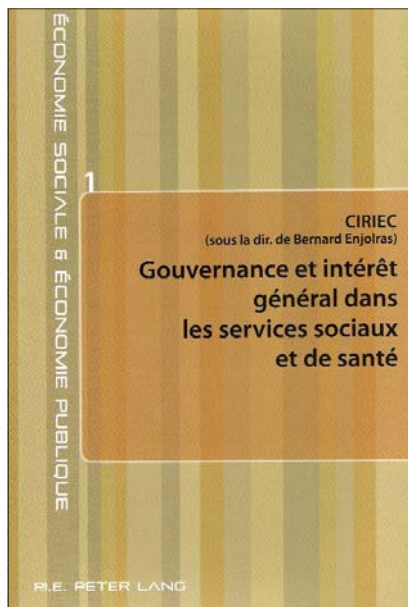
**Nouvelle collection du Ciriec international chez Peter Lang**  
Collection  
*Économie sociale & économie publique*

Directeurs de collection: Benoît Lévesque et Bernard Thiry

---

***Gouvernance et intérêt général dans les services sociaux et de santé***

**Sous la direction de Bernard Enjolras**



Les services sociaux et de santé sont aujourd'hui au cœur de nos préoccupations. Leur gouvernance et leurs modes de fourniture, de réglementation et de financement connaissent de nombreux bouleversements, que ce soit dans des pays qui essaient d'atteindre des niveaux de prestations décentes malgré la faiblesse des ressources disponibles ou dans des économies plus riches, confrontées à une remise en cause de la cohésion sociale et à des défis majeurs comme par exemple le vieillissement des populations.

En recourant à la comparaison internationale, les onze contributions rassemblées dans cet ouvrage mettent en évidence, les mutations en cours touchant les régimes de gouvernance dans le champ des services sociaux et de santé, ainsi que les enjeux de ces mutations.

Le premier chapitre propose un cadre d'analyse théorique autour du concept de régime de gouvernance. Les neuf contributions qui suivent apportent des éclairages diversifiés à travers une perspective nationale, sectorielle ou territoriale et analysent ainsi, successivement, plusieurs secteurs au Québec, en Italie, au Venezuela, en Belgique, en France, en Slovénie et au Royaume-Uni. Enfin, cet ouvrage expose les éléments communs aux différents cas étudiés et discute la pertinence du cadre théorique à adopter.



## LE COLLOQUE ANNUEL 2008 DU CIRIEC-CANADA

Le colloque annuel s'est tenu les 5 et 6 mai 2008, dans le cadre du 76<sup>e</sup> congrès de l'Acfas, au Centre des congrès de Québec. Le thème du colloque était:

### **Les défis de gestion des entreprises de l'économie publique, sociale et coopérative: marchés, parties prenantes et environnement**

Depuis les années soixante, la recherche sur les entreprises, qu'elles soient privées, publiques ou sociales, s'est intéressée aux relations prenant place entre celles-ci et leurs environnements respectifs. Nous nous proposons de faire le point sur les interactions qui prennent place entre ces entreprises et les marchés qu'elles occupent, les parties prenantes qui participent à leur gouvernance et l'environnement sociétal qui les encadre. Comment interpréter les évolutions managériales qui ont marqué la gestion de ces entreprises ? En quoi les modalités de gestion ont-elles été marquées par l'évolution des conditions dictées par les marchés, par la transformation des modalités d'action de l'État ou par la montée en importance de la société civile ? Un dialogue social plus élargi a certainement un impact sur les entreprises, mais lequel au juste? À l'inverse, le marché est redéfini par certaines entreprises dominantes dans leur secteur. C'est vrai dans le privé, mais c'est aussi vrai, par exemple, pour les coopératives ou les sociétés d'État, jusqu'à quel point ? La perméabilité des organisations à leurs environnements force-t-elle une redéfinition du pouvoir au sein des entreprises ? Celui-ci devient-il plus négocié ?

Les communications présentées ont permis d'apporter un éclairage sous différents angles.

**Session 1** *La redéfinition des entreprises par l'espace public* présidée par Marie J. Bouchard, UQAM

*L'expérience de la SSQ* par Richard Bell - PDG de la SSQ

*Le point de vue du CQCM* par Denis Richard - président du CA du CQCM et de La Coop fédérée

*L'expérience des coopératives funéraires* par Garry Lavoie - DG de la Coop. funéraire des 2 Rives

**Session 2** *La redéfinition des marchés par les entreprises* présidée par Luc Bernier, ÉNAP

*La logique de service de la formule coopérative* par Yvan Laurin - vice-président Coopération et Qualité à la Fédération des caisses Desjardins

*L'expérience des centres de la petite enfance* par Jean Robitaille - DG de AQOPE

*Hydro-Québec et ses marchés* par Roger Lanoue - professeur associé, ÉNAP

**Session 3** *La redéfinition des espaces de pouvoir et d'action dans les entreprises* présidée par Jean-Marc Fontan, UQAM

*L'expérience de Fondation* par Léopold Beaulieu - PDG de Fondation CSN

*L'expérience d'Investissement-Québec* par André Côté - premier vice-président à l'administration générale - Investissement-Québec

*L'expérience des radiodiffuseurs* par Martin Bougie - DG de l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec

**Session 4** *Les défis de gestion dans le secteur agro-alimentaire* présidée par Martine Vézina, HEC

*L'expérience de La Coop fédérée* par Claude Lafleur - chef de la direction de La Coop fédérée

*L'expérience de La Financière agricole du Québec* par Norman Johnston - vice-président au financement à La Financière agricole du Québec

*Le point de vue de l'UPA* par Jean Larose - DG de l'Union des producteurs agricoles (UPA)

**Session 5** Communications libres

**Session 6** Session organisée par l'IRECUS

### **Comité organisateur du colloque**

Louis Côté, L'Observatoire de l'administration publique, ÉNAP, président du comité

Luc Bernier, Cergo et ÉNAP

## **GROUPES DE TRAVAIL, ACTIVITÉS ET COLLABORATIONS**

### **Groupe de travail pour le transfert (GTT)**

À l'automne 2006, dans le but de proposer des pistes pour que l'ensemble des activités du CIRIEC-Canada contribue davantage au transfert des connaissances nouvelles vers les partenaires tout en tirant avantage de la participation de ces derniers, les membres du comité exécutif ont créé un groupe de travail : le groupe de travail pour le transfert (GTT). Le GTT comprenait les personnes suivantes : Benoît Lévesque (UQAM et Énap) responsable, Richard Bell (Groupe SSQ), Daniel Carreau (Réseau Interval), André Côté (Investissement-Québec), André Lacroix (Université de Sherbrooke), Colette Lebel (Coop Fédérée) et André Michaud (UQAM). En décembre 2007, les membres du GTT ont présenté leur rapport au comité exécutif. En voici quelques extraits :

\*\*\*\*\*

#### **La responsabilité sociale des entreprises : un domaine où les entreprises publiques et d'économie sociale peuvent innover?**

Le CIRIEC-Canada propose l'approfondissement du thème de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) selon une démarche originale qui s'inspire de la communauté de pratique. Il s'adresse principalement aux dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale, soit des entreprises qui ont en commun une double mission, une mission économique et une mission socio-économique (mission confiée dans les deux cas par des instances démocratiques, soit à partir des sociétaires dans le cas des entreprises coopératives et mutualistes, et du gouvernement dans le cas des entreprises publiques). Ce projet a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants de ces deux types d'entreprise et d'experts.

#### **La RSE pour les entreprises publiques et d'économie sociale : un incontournable**

Si le développement durable est une préoccupation importante pour les pouvoirs publics, la RSE est la façon dont les entreprises sont invitées à en tenir compte. En ce sens, la politique québécoise de développement durable concerne particulièrement les entreprises publiques et d'économie sociale, sous l'angle de la RSE. Dans cette perspective, la RSE représente une tendance lourde et non pas une mode passagère. En raison de leur double mandat (économique et socio-économique), les entreprises publiques et d'économie sociale ont en principe une longueur d'avance sur les entreprises capitalistes. Cependant, dans la mesure où la RSE a donné lieu à des accréditations et des effets de réputation dans le secteur privé, de plus en plus d'entreprises capitalistes sont devenues plus systématiques et plus éloquentes dans ce domaine que les entreprises collectives. Ainsi, on peut se demander si les entreprises publiques et d'économie sociale ne sont pas contraintes maintenant d'imiter ce que font les entreprises capitalistes dans le domaine. Y a-t-il encore une place pour s'affirmer et même innover à partir du caractère distinctif des entreprises collectives? Une réponse éclairée à ces questions suppose à la fois une connaissance des méthodologies adoptées (ex Global Reporting Initiative) et des réalisations les plus manifestes dans le domaine.

Alors que le mouvement de la RSE a pris de l'ampleur, la plupart des entreprises publiques et d'économie sociale découvrent non seulement qu'elles ne peuvent plus ignorer la RSE mais que cette dernière représente un défi de taille. En effet, la RSE ne se limite pas à ajouter l'environnement à la double mission. En raison du « triple bottom line » soit, la triple reddition de comptes auprès des parties prenantes, la RSE questionne les façons de faire, les pratiques et les activités, la façon de s'évaluer, la performance économique, la performance sociale et la performance environnementale. D'où la grande pertinence d'un approfondissement de cette approche et d'un examen des pratiques déjà adoptées. Ajoutons que de plus en plus de chercheurs ont fait de la responsabilité sociale et du reporting leur domaine d'expertise.

## Une démarche qui mise à la fois sur les pratiques et la continuité

Pour leur modernisation, les entreprises publiques et d'économie sociale se sont inspirées des savoirs provenant principalement des entreprises privées et très faiblement de ceux provenant de leur propre expérience et pratique, celles d'entreprises à double mission. Sans délaisser le corpus général de la théorie économique et des organisations, nous proposons une démarche qui vise à mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées et trop faiblement codifiées et a fortiori faiblement partagées.

Nous faisons l'hypothèse que les entreprises publiques et d'économie sociale en raison de leur spécificité ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques. Au cours des dernières années, les anciennes façons de faire et de se définir ont été remises en question par la mondialisation (ouverture des frontières) et la financiarisation (exigences de très forte rentabilité) alors que les entreprises capitalistes se sont donné de nouvelles gouvernances et se sont ouvertes aux exigences éthiques et de la responsabilité sociale. En somme, il est plus impérieux qu'auparavant de bien mettre en lumière les efforts réalisés au cours des dernières années pour donner un sens nouveau aux entreprises collectives et pour renouveler les argumentaires justifiant leur raison d'être au nom de l'intérêt général ou de l'intérêt collectif. D'où une démarche s'inspirant de la communauté de pratique.

Ce que qui nous semble intéressant dans l'approche de la communauté de pratique, ce sont les éléments suivants :

- La continuité de l'activité reposant sur un fort engagement des membres et le développement d'une vision partagée selon une trajectoire orientée.
- La réciprocité dans le transfert des connaissances qui repose sur la prise en compte non seulement les connaissances explicites mais aussi les connaissances tacites : le partage du savoir n'est ici ni unidirectionnel, ni de l'ordre de la transaction, même les experts en tirent profit.
- Le caractère autonome de la démarche et la capacité de co-construction des connaissances de même que la complémentarité du savoir codifié et des connaissances tacites.
- Le passage du capital de connaissance au transfert et au renouvellement des pratiques suppose une confiance et un partage des informations, connaissances et des expertises.
- L'attention portée au savoir dans la perspective du développement de capacités stratégiques, d'où une place à la « conversation stratégique », pas seulement à l'échange d'informations (les éléments du savoir concernant la spécificité des entreprises collectives sont répartis entre les organisations et peu codifiés).
- La flexibilité de l'approche qui permet de penser une diversité de « communauté de pratique » selon le contexte où elle émerge et la finalité qu'elle se donne. L'accent peut être mis sur l'intérêt commun (échange d'informations, partage d'idées et de croyances communes), sur des pratiques réflexives (partage de connaissance et acquisition de compétences), sur la création de connaissances nouvelles.
- La démarche peut constituer une plate-forme pour une réputation qui dépasse les frontières de la communauté.
- Enfin, la « communauté de pratique » peut être virtuelle ou basée sur le face-à-face ou même miser sur les deux.

Comme la démarche de la « communauté de pratique » est complexe et lourde, nous chercherons à nous en inspirer sur le plan des principes et à l'adapter méthodologiquement au besoin du groupe qui s'y engagera. De plus, même si les technologies de communication seront mises à contribution, nous proposons une communauté face à face plutôt que complètement virtuelle. À terme, la communauté de pratique sur le thème de la RSE devrait permettre d'avoir une compréhension commune de l'approche de la RSE (notamment en termes de GRI), des meilleures pratiques dans le domaine, de même que de l'avantage différenciatif des entreprises collectives qui choisissent de s'y engager.

\*\*\*\*\*

Suite au rapport du GTT, le comité exécutif du CIRIEC-Canada a formé un groupe de travail qui voit à la mise en œuvre d'une démarche liée à la responsabilité sociale des entreprises collectives (RSEC), entreprises collectives incluant toutes les composantes du CIRIEC.

## ◆ Un comité de mise en œuvre

Un comité de mise en œuvre du rapport du groupe de travail a été formé avec pour tâches de réaliser la démarche proposée inspirée de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique sur ce thème de la responsabilité sociale des entreprises collectives et de la triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes.

La démarche proposée devrait permettre d'arriver à :

- Avoir une vue relativement claire de ce qui existe comme responsabilité sociale dans les entreprises et organisations sociales au Québec.
- Avoir une idée des méthodologies, plus particulièrement celles de la GRI (Global Reporting Initiative), et des formes d'accréditation qui sont actuellement utilisées
- Voir comment les entreprises collectives, publiques et d'économie sociale peuvent se distinguer des autres formes d'entreprises sous l'angle de la responsabilité sociale.

Pour réaliser ces objectifs, les responsables procéderont en trois étapes : 1) Une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles dans les entreprises collectives du Québec et du Canada sera réalisée; 2) Une méthodologie d'intervention et un échéancier seront élaborés; 3) Un premier événement sera organisé, probablement un colloque sur invitation qui viserait d'abord à informer nos membres de ce qu'est la GRI, la responsabilité sociale des entreprises.

### Composition du comité de mise en œuvre

Le comité de mise en œuvre constitue le noyau de l'opération. Il est composé des 6 personnes suivantes:

- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise d'économie sociale : Mario Hébert, économiste principal, La Coop fédérée
- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise publique : Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec
- Un chercheur sur l'économie sociale : Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM)
- Un chercheur sur les entreprises publiques : Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).
- Un chercheur/rédacteur membre du GTT : André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire en éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke.
- Une présidence de comité exerçant en entreprise et qui a l'expérience des enjeux de la rédaction d'un rapport de développement durable : Claude Normandin, responsable de la commercialisation et du développement stratégique, Fondation CSN.

Le comité proposera un échéancier et un budget de fonctionnement pour chacune des étapes. Il verra aussi à proposer diverses sources de financement.

## **Séminaires post-CA**

Deux séminaires se sont tenus après les rencontres du conseil d'administration:

### **Le 6 février 2009**

Thème du séminaire: Comment établir un portrait statistique de l'économie sociale?  
L'exemple du portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal.

Présentation de Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM).

### **Le 3 avril 2009**

Thème du séminaire: Présentation du Guide à l'intention des élus municipaux du Québec, guide intitulé « Énergie éolienne et acceptabilité sociale ». Le séminaire mettait l'accent, entre autres, sur les dimensions de l'acceptabilité sociale en éolien, dimensions identifiées à la suite d'une revue de littérature.

Présentation de Carol Saucier, professeur et Gilles Côté, professionnel de recherche, Université du Québec à Rimouski.

## **Centre canadien d'économie sociale**

Le CIRIEC-Canada participe au conseil d'administration du Centre canadien d'économie sociale, codirigé par Ian McPherson de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique) et Rupert Downing (Canadian Community Economic Development Network). Ce centre, subventionné pour cinq ans par le CRSH, vise à coordonner, diffuser et transférer des initiatives de six réseaux régionaux de recherche partenariale, dont le Québec. Marie J. Bouchard représente le CIRIEC-Canada au conseil d'administration du Centre canadien.

## PARUTION 2008 DU CIRIEC-CANADA

### *Le CIRIEC-Canada (1966-2006) Quarante ans de partenariat en recherche sur les entreprises publiques et d'économie sociale*

par **Benoît Lévesque**



Cet ouvrage nous apprend comment la recherche sur les coopératives, les entreprises publiques et l'économie sociale s'est organisée par l'intermédiaire d'une association scientifique, le CIRIEC-Canada, sa revue *Économie et Solidarités*, ses colloques, ses recherches et ses activités internationales (bien qu'autonome, le CIRIEC-Canada représente l'une des quinze sections nationales du CIRIEC international). Cet ouvrage devrait intéresser non seulement les chercheurs mais aussi les personnes engagées dans ces diverses entreprises et organisations. En effet, dès sa fondation en 1966, la section canadienne du CIRIEC a tenté de réunir des chercheurs de toutes les universités, des dirigeants provenant des principales entreprises d'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations) et des entreprises publiques. Pour la recherche comme pour la pratique, ces deux types d'entreprises partagent plusieurs éléments dont une double mission, rentabilité économique et développement socioéconomique, et relèvent de deux processus démocratiques complémentaires, celui de la démocratie représentative pour les entreprises publiques et celui de la participation de leurs membres pour les entreprises d'économie sociale.

De plus, ces entreprises soulèvent une même question : Comment les activités économiques peuvent-elles contribuer à la prise en charge de l'intérêt général ? Au cours des quarante dernières années, la section canadienne du CIRIEC a connu trois grandes phases. Après une première phase (1966-1976) comme association canadienne bilingue portant sur les entreprises publiques et les coopératives, elle s'est centrée dans une seconde période (1977-1993) principalement sur les coopératives et sur le Québec, pour renouer, au cours d'une troisième période (1994-2006), avec son projet initial, mais adapté à un contexte devenu plus complexe. Chacune de ces trois périodes laisse voir des réalisations structurantes au plan du partenariat, du réseautage et du rayonnement international, sans oublier un approfondissement théorique qui permet une « désidéologisation » de l'objet de recherche. En somme, l'histoire du CIRIEC-Canada doit être prise en considération si l'on veut bien comprendre l'important développement de la recherche sur les entreprises collectives au Québec de même que la place qu'y occupe le partenariat entre chercheurs et praticiens dans ce domaine.

Nos plus sincères remerciements à l'auteur, **Benoît Lévesque**, professeur émérite (UQAM et ÉNAP) du temps consacré à la réalisation de cet important ouvrage pour le CIRIEC. Merci également à **Léopold Beaulieu**, président du CIRIEC-Canada (président-directeur général de Fondation, le Fonds de développement de la confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi) pour avoir rédigé la préface, et à **Bernard Thiry**, directeur général du Ciriec International (directeur général d'Éthias Assurances et professeur extraordinaire d'économie à l'Université de Liège, pour la postface.

Cet ouvrage publié aux Éditions Saint-Martin, a été réalisé grâce au CIRIEC-Canada, avec une contribution financière du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et la collaboration de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS).

## LA REVUE DU CIRIEC-CANADA: *ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS*

La revue *Économie et Solidarités* est considérée comme une activité très importante du CIRIEC-Canada par l'association elle-même. En effet, il s'agit d'une activité en continu, qui procède à des opérations chaque semaine de l'année du côté de la rédaction. Elle diffuse des résultats de recherche, des analyses souvent inédites, des témoignages et des points de vue, des informations vulgarisées sur l'économie collective, tant publique que sociale, ainsi que des descriptions d'expériences innovantes.

Très liée au Ciriec-Canada, la configuration de la revue *Économie et Solidarités* reflète la mission de cette association dans son double objectif de diffusion des connaissances sur l'économie sociale et de l'économie publique, de leurs rapports entre elles ainsi qu'avec le marché et le développement local ou des communautés, bref, sur l'économie plurielle. À cette dimension plus proprement scientifique reliée à la recherche, s'ajoute une dimension non moins importante de transfert des connaissances de façon à les rendre accessibles à un public plus large et de rendre compte de divers débats d'acteurs sur ces questions. Cette dimension se retrouve de façon privilégiée dans les différentes rubriques qui meublent chaque parution, tandis que les textes qui concernent la première sont rassemblés dans le dossier. En cela, elle rappelle la composition et l'orientation même du CIRIEC qui regroupe à la fois des acteurs ou entrepreneurs et des chercheurs. Voyons de plus près comment et jusqu'à quel point elle réalise cette double mission.

Le prochain numéro (vol. 38, no 1) initialisera une rubrique spécifique pour les activités et les positions du Ciriec-Canada, ce qui contribuera à une meilleure visibilité et connaissance de cette association. Sur le plan international, elle offre l'un des deux créneaux de rayonnement du Ciriec-Canada, l'autre étant la participation et la représentation de nos membres aux instances du Ciriec international. Effectivement, la Revue est de plus connue et utilisée comme véhicule de diffusion de connaissances de la part de chercheurs d'autres régions du monde, l'Afrique et l'Europe en premier lieu, mais aussi l'Amérique latine.

Tout d'abord, la Revue a progressivement amélioré sa qualité scientifique. Après un premier examen par la rédaction, les textes du dossier sont préalablement soumis et évalués par trois lecteurs externes au moins démontrant une expertise reconnue dans le champ de l'économie sociale ou dans la discipline de l'auteur. De plus, si l'une des évaluations recommande des corrections majeures ou encore un refus de l'article, nous soumettons à nouveau à l'évaluation l'article corrigé et exigeons une deuxième phase de corrections si nécessaire. La majorité des articles publiés sont des réflexions de fond à la fois substantiellement étayées par des bases conceptuelles éprouvées et empiriquement vérifiées à partir de problématiques contemporaines. C'est à ce titre que la revue *Économie et Solidarités* parvient à rejoindre des préoccupations d'avancement des connaissances tant théoriques qu'appliquées. De la sorte, la Revue maintient une place importante au contenu scientifique en plus de présenter des textes de débat et d'expérimentation. La qualité de la Revue s'exprime également dans sa forme, dont la facture globale a significativement été améliorée au cours des dernières années. Le dossier scientifique est composé d'au moins 5 ou 6 articles et depuis trois ans, elle intègre aussi des articles scientifiques hors thème, ce qui permet une diffusion plus à jour des textes soumis et

dans certains cas d'aborder des questions nouvelles. Il est aussi important de mentionner que la qualité de la Revue a été reconnue par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) qui a augmenté le financement accordé pour la période de 2009-2012.

De plus, la Revue publie des rubriques diverses : analyse de conjoncture, débats et propositions, présentation d'une problématique, pratiques en émergence, histoire de l'économie sociale et solidaire, économie sociale dans le monde, etc. Tout en cherchant à consolider et même améliorer la qualité et la portée scientifique de la revue, sa direction et sa rédaction cherchent présentement à développer sa dimension de transfert des connaissances. Pour ce faire, la Revue compte d'abord consolider ses liens avec les entreprises et leur ouvrir un meilleur espace à la production des parutions comme il est avancé plus loin. De plus, au cours des prochaines années, un des rédacteurs adjoints centrera son implication à consolider et développer cette dimension de la Revue. Là aussi, la qualité est de mise tout comme la diversité des rubriques, terrains et expertises présentées et leur pertinence. Si l'évaluation des textes de transfert ne suit pas la démarche plus longue des textes scientifiques, elle est quand même menée sérieusement à l'intérieur de la rédaction et du Comité de rédaction. Cela permet de demander des précisions et des corrections en vue d'améliorer la qualité des rubriques présentées.

La revue *Économie et Solidarités* est une activité importante du CIRIEC-Canada et à l'instar du CIRIEC, elle fonctionne comme une association. À cet égard, elle survit et se développe sur la base des caractéristiques principales de toute association comme l'est le CIRIEC, particulièrement la mobilisation et la force de ses réseaux et de ses partenariats. Ceux-ci se retrouvent dans deux lieux différents, mais complémentaires, dans le cadre du CIRIEC, le milieu universitaire et celui des entreprises collectives.



## **FONCTIONNEMENT DE LA REVUE**

L'année 2008-2009 est marquée par le renouvellement de l'équipe de rédaction de la revue. Jacques L. Boucher (professeur au Département de travail social et des sciences sociales, UQO), qui a agi comme rédacteur en chef depuis bon nombre d'années, passe le flambeau à Guy Chiasson (professeur au Département de travail social et des sciences sociales, UQO). Jacques ne quitte cependant pas pour autant l'équipe d'*Économie et Solidarités*, puisqu'il agira désormais comme rédacteur-adjoint. Il s'occupera particulièrement des diverses rubriques de la revue et sa longue expérience à la tête de la Revue sera sûrement d'un grand secours pour assurer la bonne marche de la revue. L'équipe de rédaction pourra également compter sur le travail de Thibault Martin qui s'occupe depuis quelques années des recensions. Par ailleurs, Dominique Marchessault, étudiante au baccalauréat en sciences sociales (sociologie) agit, depuis plus d'un an, comme secrétaire à la rédaction. Madame Solange van Kemenade qui, en plus de s'occuper des traductions en espagnol avec Madame Mirta Vuotto, professeure à l'Université de Buenos Aires, travaille à tisser des liens entre la revue et l'Amérique latine et à promouvoir la revue sur ce continent, et Monsieur Brett Fairbairn de l'Université de Saskatchewan, joue en quelque sorte le rôle de relais avec le Canada anglophone. Enfin, Madame Louise Briand (professeure au Département des sciences comptables, UQO) est devenue directrice de la revue.

Par ailleurs, les liens réguliers entre la Revue et le CIRIEC sont assurés à la fois par la directrice et le rédacteur qui participent aux réunions du comité exécutif du CIRIEC.

## **FINANCEMENT**

Le secrétariat de la Revue est situé à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). L'embauche d'une étudiante, les frais de téléphone, les envois postaux pour l'expédition des exemplaires aux auteurs et autres s'élèvent à environ 11 000 \$ par année. Depuis quatre ans, la revue profitait d'une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) à la hauteur de 10 000 \$ par année. Cette année, une nouvelle subvention du CRSH a été obtenue s'élevant à 81 000 \$ pour 3 ans, soit 27 000 \$ par année.

Soulignons que la contribution de l'UQO comporte également l'utilisation d'un local, l'équipement informatique fourni et entretenu, l'utilisation du téléphone et autres instruments de communication, la photocopieuse, etc. Plusieurs professeurs y mettent également du temps.

Ainsi, le soutien financier pour le fonctionnement de la Revue en 2008-2009 provient du CIRIEC-Canada, du CRSH, de la Fédération des caisses Desjardins, de la Fondation Mercure (HEC Montréal) et de l'UQO. Les abonnements fournissent une partie du financement, mais c'est insuffisant pour assurer le manque à gagner. La revue doit compter sur les contributions du réseau universitaire et des entreprises collectives de l'économie sociale comme de l'économie publique pour financer ses parutions. En 2008-2009, une parties les coûts de production du numéro 37.2 ont été assumés par la Chaire de recherche sur la responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM, soit 2 000 \$.

## RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES UNIVERSITÉS

Les liens avec le milieu universitaire semblent plus évidents sur différents aspects. Tout d'abord, l'enseignement bénéficie des travaux publiés dans la revue *Économie et Solidarités*. La revue constitue un matériel pédagogique incontournable dans certains cours et programmes (développement régional, gestion, travail social, sciences sociales, etc.) qu'offrent nos établissements. De plus, l'approfondissement des problématiques inscrites dans le champ de réflexion de la revue s'impose de plus en plus dans les espaces de recherche et de formation à la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, elle constitue un véhicule de qualité pour la diffusion des résultats de recherche et des analyses de chercheurs (professeurs, mais aussi étudiants et professionnels de la recherche) dans le champ de l'économie collective, qu'elle soit coopérative, associative, mutualiste ou publique, ou plus généralement de l'économie plurielle, dans sa dimension sociale et territoriale.

### LE SOUTIEN FINANCIER

Les universités, en plus de participer à la production des parutions et de l'utiliser comme document de formation et de recherche, donnent un soutien financier et logistique important à la revue. Ainsi, chaque année, Martine Vézina se charge de déposer auprès de la Fondation Mercure une demande de fonds de 2 500\$ que nous obtenons année après année. Par ailleurs, nous sommes confiants que cette subvention sera à nouveau renouvelée. En 2008-2009, la Chaire de recherche sur la responsabilité sociale et le développement durable de l'UQAM a contribué financièrement à la production du numéro 2 du volume 37 « Le commerce équitable comme mouvement de transformation » pour un montant de 2 000 \$. Les responsables de ce numéro étaient Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte.

Enfin, dans cette section sur les rapports entretenus par la revue avec le milieu universitaire, il est incontournable de mentionner l'importante subvention accordée à la revue par le **Conseil de recherche en sciences humaines du Canada** (CRSH). Ainsi, la revue a obtenue une subvention totale de 81 000 \$ répartie sur trois années.

### LA PARTICIPATION À LA PRODUCTION

Si le milieu universitaire a soutenu financièrement de façon décisive la Revue, il y a également acquis une grande visibilité du côté de sa production. En effet, elle a, depuis ses tous débuts comme *Revue du CIRIEC canadien/ Canadian CIRIEC Review*, toujours logé dans un établissement universitaire, successivement l'Université Concordia, HEC Montréal et l'Université du Québec en Outaouais. Non seulement les contributions au dossier scientifique proviennent-elles du milieu de la recherche universitaire comme on le conçoit habituellement, mais la très grande majorité des rubriques sont rédigées par des chercheurs, universitaires pour la plupart, parfois en formation (étudiants ou étudiantes à la maîtrise, au doctorat ou au postdoctorat). Bien que les rédacteurs des rubriques travaillent en étroite collaboration avec le milieu des entreprises, il reste que ces dernières pourraient prendre une place plus importante dans l'orientation et la production de la Revue.

## **RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES ENTREPRISES**

Comme avec le milieu universitaire, la Revue cherche à développer des liens privilégiés de partenariat avec les entreprises tant d'économie sociale que d'économie publique. La nature de ce partenariat devrait, selon la Revue, être de deux ordres comme pour le milieu universitaire : le soutien financier ou matériel à la Revue et la participation à sa production. Dans les deux cas, il s'agit de voir la participation des entreprises en termes d'échanges. C'est la direction de la Revue qui assume comme mandat de voir au développement de ces deux modes de collaboration, en lien avec la rédaction.

### ***Le soutien financier***

Au cours des dernières années, la direction et la rédaction de la Revue ont élaboré conjointement un plan de sollicitation de soutien financier identique pour le milieu universitaire et celui des entreprises en termes d'échelle de visibilité (informations, publicité) en rapport avec le montant de financement accordé comme soutien à la Revue. Ainsi, la Revue cherche à établir des règles équitables à cet égard, tant pour les établissements et dispositifs de recherche que pour les entreprises.

Comme par les années passées, la Fédération des caisses Desjardins a apporté un soutien financier à la Revue avec une contribution de 5 000 \$. Nous comptons poursuivre nos efforts pour que s'ajoutent progressivement de nouvelles contributions en provenance des entreprises, ce qui nous permettra de réaliser adéquatement notre mission en plus de relever le défi du passage à l'édition électronique.

### ***La participation à la production***

Ainsi, comme pour le milieu universitaire la revue vise à susciter progressivement la participation des entreprises et de leurs représentants à la production des textes de la revue, tout particulièrement en ce qui concerne les rubriques et le transfert des connaissances et des expertises (innovation, développement, expérimentations, gestion, histoire, etc.). Certes, cet objectif ne peut pas se réaliser en une seule année et nous devons le concevoir sur le moyen et même le long terme. Comme indiqué plus haut, le temps que consacrera l'un des rédacteurs adjoints à cette dimension de la revue devrait porter des fruits.

Ces règles plus claires sur le plan du soutien financier et de la visibilité et cet objectif de participation à la production devraient créer un espace qui permettra aux entreprises de se sentir plus impliquées dans la revue et mieux à même de participer à son orientation.

## **DIFFUSION ET RAYONNEMENT DE LA REVUE**

L'objectif de toute publication, tant pour un livre qu'une revue, est d'être lu par le plus de personnes possible, d'être accessible au plus grand nombre. Nous avons déjà souligné que la Revue était très utile à l'enseignement universitaire. Depuis plusieurs années, le nombre d'abonnements fluctue entre 140 et 250, dont une trentaine de bibliothèques universitaires et une cinquantaine d'organisations. Afin d'atteindre cet objectif d'élargissement de la diffusion et d'accessibilité de la Revue, le passage à l'édition électronique est en cours de réalisation. Du point de vue de l'équipe de rédaction, ce pas important est le bienvenu parce qu'il permettra d'accroître l'accessibilité de la revue, notamment dans le contexte des sociétés du Sud où la revue est de plus en plus présente.

## PRODUCTIONS DE L'ANNÉE 2008-2009

Au moment de l'écriture de ces lignes, le volume 38, numéro 1 intitulé « Solidarité, économie sociale et développement local » sous la responsabilité de Jacques L. Boucher et Pierre-André Tremblay, est chez les Presses de l'Université du Québec (PUQ) pour la réalisation des corrections finales. Ce numéro devrait donc paraître à la fin du printemps 2009. Il s'ajoute au volume 37, numéro 2, intitulé « Le commerce équitable comme mouvement de transformation », paru à l'été 2008.

Le volume 38, numéro 2, portant sur l'économie publique, sera envoyé aux Presses au courant du printemps. Les deux numéros suivants (39,1 et 39,2) seront préparés respectivement par Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti (évaluation de l'économie sociale) et par Jacques L. Boucher et Denis Harrisson (suite à un colloque organisé par le CRISES). Les textes sont actuellement prêts pour l'étape de l'évaluation. On peut donc s'attendre à une publication rapide de ces numéros, probablement en 2009-2010. Ces deux publications seront les dernières en version papier, puisque les numéros ultérieurs seront publiés en version électronique. Le premier numéro à paraître dans cette version portera sur « les générations et l'économie sociale » et sera dirigé par deux responsables expérimentés et proches de la Revue, Daniel Tremblay et Daniel Thomas, ce qui permettra de se familiariser avec les diverses étapes de la l'édition électronique.

### LES PROCHAINS NUMÉROS

Vol. 38, no 1 (2007) — Printemps 2009

#### **ÉCONOMIE SOCIALE, DÉVELOPPEMENT LOCAL ET SOLIDARITÉ**

*Directeurs : Jacques L. Boucher et Pierre-André Tremblay*

Vol. 38, no 2 (2007) — Automne 2009

#### **L'ÉCONOMIE PUBLIQUE**

*Directeurs : Guy Chiasson et Nathalie Burlone*

Vol. 39, no 1 (2008) — Hiver 2010

#### **L'ÉVALUATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**

*Directrices : Marie J. Bouchard et Nadine Richez-Battesti*

Vol. 39, no 2 (2008) — Printemps 2010

#### **COLLOQUE DU CRISES**

*Directeurs : Denis Harrisson et Jacques L. Boucher*

Vol. 40, no 1 (2009) — Automne 2010

#### **LES GÉNÉRATIONS ET L'ÉCONOMIE SOCIALE**

*Directeurs : Daniel Tremblay et Daniel Thomas*

Vol. 40, no 2 (2009) — Printemps 2011

#### **AUTOCHTONES ET ÉCONOMIE COLLECTIVE**

*Directeurs : Lou Hammond Ketilson, Isobel Findlay et Thibault Martin*

*\*La planification des prochains numéros est à titre indicatif et est sujet à changement.*

## COMITÉS DE LA REVUE

### Comité exécutif

**Responsable des comptes rendus** : Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais  
**Responsable des traductions à l'espagnol** : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine  
**Correspondant pour l'Europe** : Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris  
**Correspondante pour l'Afrique du Nord** : Rajaa Mejjati Alami

**Rédacteur** : Guy Chiasson, Université du Québec en Outaouais, CRDT  
**Rédacteurs adjoints** : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais, CRISES ;  
Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais, CRDT  
**Directrice** : Louise Briand, Université du Québec en Outaouais, CRISES  
**Responsable des traductions à l'espagnol** : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine  
**Responsable de la promotion en Amérique latine et collaboratrice pour les traductions** : Solange van Kemenade, Analyste de la recherche, Santé Canada, chercheure associée à la CRDC  
**Correspondant pour l'Europe** : Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris  
**Correspondante pour l'Afrique du Nord** : Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès  
**Secrétaire à la rédaction** : Dominique Marchessault, étudiante au baccalauréat en sciences sociales, Université du Québec en Outaouais

### Comité de rédaction

Yao Assogba, Université du Québec en Outaouais  
François Aubry, Université du Québec à Montréal  
Marie J. Bouchard, Université du Québec à Montréal  
Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais  
Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke  
Omer Chouinard, Université de Moncton  
Brett Fairbain, Université de Saskatchewan  
Louis Favreau, Université du Québec en Outaouais  
André Leclerc, Université de Moncton  
Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue  
Marguerite Mendell, Université Concordia  
Renaud Paquet, Université du Québec en Outaouais  
Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal  
Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières  
Carol Saucier, Université du Québec à Rimouski  
Daniel Tremblay, Université du Québec en Outaouais  
Marie-France Turcotte, Université du Québec à Montréal  
Martine Vézina, HEC Montréal

### Conseil international de rédaction

Oscar O. Batisdas-Delgado, Universidad Central de Venezuela, Centro de estudios de la participación, la auto-gestión y el cooperativismo, Venezuela  
Jacques Defourny, Université de Liège, Département d'économie, Belgique  
Abdou Salam Fall, Université de Dakar, Sénégal  
Laurent Fraisse, CRIDA, Paris  
Daniel Hiernaux-Nicolas, Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, Departamento de Teoría y Análisis, Mexique  
Jean-Louis Laville, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris  
David Laycock, Simon Fraser University, Colombie-Britannique, Canada  
Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès, Maroc  
Johannes Michelsen, University of South Jutland, Danemark  
José Luis Monzón Campos, CIRIEC Espagne  
Humberto Ortiz, Universidad San Marcos, Lima, Pérou  
Charles Rock, Rollins College, Floride, États-Unis  
Roger Spear, Open University, Co-operatives Research Unit, Milton Keynes, Grande-Bretagne

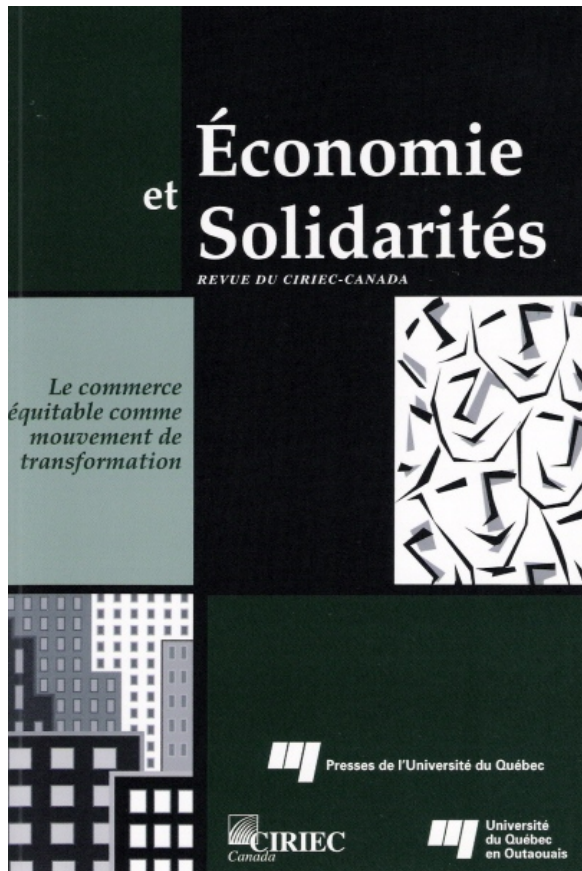
### *Rapport de la Revue préparé par :*

Guy Chiasson, rédacteur  
Louise Briand, directrice  
Dominique Marchessault, secrétaire à la rédaction

## LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME MOUVEMENT DE TRANSFORMATION

Volume 37, numéro 2

Responsables : Véronique Bisaillon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte



À travers maintes contributions, ce numéro explore les avenues de transformation portées par le commerce équitable en les déclinant selon cinq perspectives : le Nord, le Sud, les consommateurs, les producteurs du Sud et les grandes entreprises.

Figure emblématique de la nouvelle génération des mouvements sociaux économiques, le commerce équitable canalise des revendications politiques, sociales et économiques en proposant un système d'échange plus juste et avantageux pour les pays du Sud. À travers son institutionnalisation au cours des années 1990, il a présidé à l'instauration d'un véritable système commercial qui questionne tout autant qu'il renouvelle le système économique traditionnel; en offrant jusqu'au double du prix aux producteurs pour leurs récoltes, le système équitable vient en effet saper l'idéologie concurrentielle fataliste par laquelle les acteurs économiques dominants justifient les prix dérisoires des denrées produites par les pays du Sud. Mais ces mêmes acteurs s'approprient simultanément le « produit équitable » pour rejoindre la niche des consommateurs conscients à la problématique Nord-Sud.

Cette institutionnalisation « économique » inquiète une fraction du mouvement équitable qui l'envisage comme une récupération à travers laquelle son message de justice est dilué et son pouvoir de transformation affaibli pour ne pas dire annihilé. Pourtant, qu'elle soit politique ou économique, l'institutionnalisation est transformation; l'institutionnalisation ne dissout pas le mouvement social qui en est le moteur, même si elle peut modifier son discours et ses stratégies. Cette institutionnalisation économique qui se juxtapose à un éventuel processus d'institutionnalisation politique est porteuse de transformations au niveau des rapports sociaux d'une part, mais aussi aux échelles institutionnelle et organisationnelle. Ces transformations transcendent le mouvement équitable lui-même; les entreprises par exemple, doivent désormais composer avec une définition de leur performance sociale fixée non plus seulement par leurs spécialistes des affaires publiques, mais bien par la myriade d'ONG qui a défini en quoi consiste un « commerce équitable ». À l'instar des autres nouveaux mouvements sociaux économiques, le commerce équitable participe ainsi à une restructuration éthique du marché, à travers laquelle le traitement réservé aux producteurs du Sud peut notamment être utilisé comme facteur de différenciation commerciale. Logique commerciale et responsabilité sociale peuvent ainsi se rejoindre tout en appuyant des stratégies d'une institutionnalisation plus politique, et renforcer le processus de transformation des règles du commerce international.

## LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME MOUVEMENT DE TRANSFORMATION

Volume 37, numéro 2

Responsables : Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte

### TABLE DES MATIÈRES

#### Débats et propositions

L'appropriation du commerce équitable par les populations du Nord : un « passage obligé » pour une réelle innovation sociale?

*Luc Audebrand et Adrian Iacobus*

#### Présentation

Le commerce équitable comme mouvement de transformation

*Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte*

#### Dossier

Kitsch et ambiguïtés du partenariat chez une organisation de commerce équitable en France

*Jean-Frédéric Lemay*

La consommation engagée et l'institutionnalisation économique du commerce équitable

*Jérôme Ballet et Aurélie Carimentrand*

Le commerce équitable : un moteur de transformation chez les consommateurs

*Julie Jacques, Catherine Jauzion et Anne Quéniart*

L'intégration du label « commerce équitable » dans les référentiels d'achat des consommateurs de la grande distribution

*Anne-Sophie Binninger et Isabelle Robert*

Dance of the Veils : Conceptualizing Commercial Fair Trade

*William Low*

Quelle(s) stratégie(s) de distribution pour les produits équitables? Le cas français ou la difficile alliance entre logique militante et logique commerciale

*Matthieu Gateau*

Between Institutionalisation and De-institutionalisation : The Issue of Fair Trade in France

*Virginie Diaz Pedregal*

Modalités économiques, quête de crédibilité et réglementation : comment le commerce équitable s'expose aux écueils du commerce mondial

*René Audet*

Les saveurs cachées du café solidaire

*Flurina Doppler, Alma Amalia Gonzalez, Thierry Linck*

Value Chains and the Challenges of Fair Trade : Bananas from Colombia to the European Market

*Claudia Ximena Forero-Madero, Maria Alejandra Gonzalez-Perez et Jahir Lombana*

Le tourisme solidaire et équitable : « créneau de solidarité » ou champ d'expérimentations d'un tourisme « socialement durable »?

*Gilles Caire*

#### Pour en savoir plus

##### Comptes rendus

II<sup>e</sup> Forum international sur le commerce équitable et le tourisme solidaire (FITS 2006)

*Louise Constantin*

Renaud Paquet et Yvan Comeau (dir.) (2008)

*Syndicalisation et économie sociale*

*Jacques L. Boucher*

##### Suggestion de lecture

Marie-Andrée Delisle et Louis Jolin (2007)

*Un autre tourisme est-il possible?*

*Louise Constantin*